

Échanges Sud-Sud : une priorité pour le développement

Quelle a été l'évolution des échanges Sud-Sud ?

Quels sont les avantages attendus d'une plus large ouverture des échanges de marchandises Sud-Sud ?

Quels sont les gains escomptés d'une libéralisation plus poussée des échanges de services Sud-Sud ?

Les échanges Sud-Sud sont-ils confrontés à des obstacles plus élevés ?

Quelles perspectives pour l'avenir ?

Pour plus d'informations

Références

Où nous contacter ?

Introduction

Le moyen le plus efficace de faire en sorte que les échanges contribuent au développement et à la réduction de la pauvreté consiste pour les pays à s'entendre sur l'amélioration de l'accès aux marchés, dans le cadre des négociations de Doha menées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Des mesures ambitieuses de libéralisation des échanges peuvent procurer plus d'avantages aux pays en développement que tout autre domaine de la coopération économique internationale ou toute forme d'aide au développement.

Ces arguments sont familiers pour les négociateurs de Doha. Si l'accès aux marchés des pays de l'OCDE est de toute évidence un élément clé de la croissance de la productivité dans les pays en développement, ce n'est toutefois pas le seul. Les échanges entre les pays en développement présentent également une importance vitale – et de fait, les recherches menées montrent clairement que si les pays en développement veulent optimiser les avantages de la libéralisation multilatérale des échanges, ils doivent eux aussi ouvrir leurs marchés et développer les échanges entre eux.

Les échanges entre pays en développement (commerce Sud-Sud) offrent de nombreuses possibilités de spécialisation et de gains d'efficacité. Actuellement, les obstacles aux échanges Sud-Sud sont plus élevés que ceux qui s'appliquent aux échanges des pays du Sud avec d'autres partenaires, et les coûts liés à la distance sont plus élevés. De récents travaux de l'OCDE montrent que les avantages escomptés d'une libéralisation des échanges Sud-Sud pourraient en fait être au moins aussi importants que ceux que les pays en développement pourraient retirer d'un meilleur accès aux marchés des pays riches (commerce Nord-Sud). Les échanges Sud-Sud – on estime que les exportations peuvent certainement être renforcées – des pays en développement vers d'autres pays en développement représentent tout juste 10 % du total des exportations mondiales, tandis que les échanges Sud-Sud représentent au total tout juste 6 % du commerce mondial.

Ces chiffres soulignent non seulement l'importance d'une conclusion satisfaisante de l'actuelle série de négociations engagées à l'OMC, mais également l'intérêt d'une participation active des pays en développement. ■

Quelle a été l'évolution des échanges Sud-Sud ?

Les échanges de marchandises Sud-Sud se sont considérablement développés depuis une vingtaine d'années bien que partant d'un niveau très bas : ils représentent actuellement environ 6 % du commerce mondial, contre 3 % en 1985. Durant cette période, les échanges de marchandises Sud-Sud ont progressé au rythme impressionnant de 12.5 % en moyenne par an, contre 7 % pour les échanges Nord-Nord et 9.8 % pour les échanges Nord-Sud. Mais les obstacles tarifaires aux échanges Sud-Sud restent aujourd'hui beaucoup plus élevés que ceux qui s'opposent aux autres types d'échanges, puisqu'ils s'établissent en moyenne à 11.1 % contre 4.3 % pour les échanges Nord-Nord.

La part des échanges Sud-Sud dans le total des échanges de marchandises des pays du Sud est devenue relativement plus importante puisque de moins de 10 % du total, elle est passée à environ 14 %. Il n'en demeure pas moins que les échanges avec les pays du Nord continuent à représenter la plus grande partie des échanges de marchandises des pays du Sud. Les échanges de marchandises Sud-Sud font apparaître une forte concentration géographique dans les pays en développement d'Asie. De plus, les échanges Sud-Sud, qui représentent de 3 à 5 % du total des échanges mondiaux, sont essentiellement le fait des pays à revenu intermédiaire-supérieur et intermédiaire-inférieur ; les échanges des pays à faible revenu représentent à peine 1 % du total du commerce mondial. Cette situation ne risque guère d'évoluer étant donné que la croissance de la valeur des échanges des pays à faible revenu a progressé nettement plus lentement que pour d'autres. On observe aussi de nettes différences entre les produits qui font l'objet d'échanges Sud-Sud par rapport au commerce Nord-Sud et Nord-Nord. De manière générale, le commerce Sud-Sud tend à être constitué, dans une plus forte proportion, de matières premières et de produits moins transformés que les échanges Nord-Sud ou les échanges Nord-Nord, probablement en raison des différences de facteurs qui influent à la fois sur l'offre et la demande.

Dans le cas des échanges de services, il s'avère extrêmement difficile, compte tenu du manque de données disponibles, de mesurer l'ampleur et l'orientation des flux d'échanges. Une première tentative, menée par l'OCDE pour étudier la nature et l'ampleur de ces échanges, montre qu'en 2002, les exportations totales de services Sud-Sud (qui couvrent les échanges transfrontières, les déplacements des consommateurs et dans une mesure limitée, les déplacements de prestataires de services) représentaient environ 10 % des exportations mondiales de services. On observe cependant des écarts sectoriels assez marqués. Par exemple, alors que les échanges Sud-Sud jouent un rôle important dans le tourisme mondial, on estime que dans les transports aériens, l'influence des flux Nord-Nord et Sud-Nord reste prédominante.

Comme dans le cas des échanges de marchandises, on observe une forte concentration géographique des exportations de services Sud-Sud : les exportations en provenance des pays en développement d'Asie représentent environ 8 % du total des exportations mondiales, et les exportations vers d'autres pays en développement plus de la moitié de leurs exportations totales. De même, il y a lieu de penser que pour certains pays en développement d'Asie et d'Amérique latine, les échanges avec d'autres pays en développement dépassent 50 % du total de leurs échanges de services. Pour les autres pays, les exportations vers les pays développés semblent plus importantes.

La principale conclusion qui se dégage de cette étude est que les échanges de services entre pays en développement jouent un rôle prédominant au niveau régional dans les échanges transfrontières, les déplacements de consommateurs,

Quels sont les avantages attendus d'une plus large ouverture des échanges de marchandises Sud-Sud ?

la présence commerciale et les déplacements de fournisseurs. Cela peut s'expliquer par la tendance croissante à inclure la libéralisation des échanges de services dans les accords commerciaux régionaux. ■

Les recherches menées à l'OCDE laissent penser que l'expansion récente du commerce de marchandises Sud-Sud n'est pas le fruit de l'« abolition des distances » qui se traduit par une chute spectaculaire des coûts de circulation des personnes, des objets et des idées observée dans le monde durant les années 80 et 90. L'impact des coûts des échanges liés à la distance a diminué de manière notable au cours de cette période et ces coûts continuent de pénaliser beaucoup plus les échanges Sud-Sud que les échanges Nord-Nord. Alors qu'une augmentation de 10 % de la distance entre les pays et les régions tend à réduire les échanges Nord-Nord d'environ 10 %, le taux comparable pour les échanges Sud-Sud s'élève à 17 %. Dans les deux cas, les chiffres estimés pour 2002 sont légèrement différents de ceux observés pour 1985. Toutefois, compte tenu du fait que dans le cas des échanges Sud-Sud, les distances sont *grosso modo* comparables (en moyenne) à ce qu'elles sont pour les échanges Nord-Nord et Nord-Sud, il existe des possibilités considérables d'accroissement des échanges Sud-Sud si l'on abaisse les coûts liés à la distance des échanges aux niveaux de ceux qui prévalent pour les autres flux d'échanges.

On peut aussi démontrer que l'importance d'une langue commune pour les échanges Sud-Sud s'est nettement renforcée au début des années 90 (par exemple, les échanges entre les pays francophones d'Afrique), alors qu'elle n'a guère varié pour d'autres flux d'échanges. De ce fait, les liens ethnoculturels peuvent avoir joué un rôle dans la croissance observée des échanges Sud-Sud vers cette époque.

Les données actuellement disponibles tendent à montrer toutefois que les obstacles liés aux politiques sont beaucoup plus importants pour les échanges de marchandises Sud-Sud que pour d'autres flux d'échanges. On estime, en moyenne, qu'une réduction des droits de douane de 10 % entraîne une hausse de 1.6 % des exportations, ce qui signifierait une augmentation de 5.7 milliards USD des recettes d'exportations annuelles (sur la base des chiffres de 2002). Il est intéressant de noter que les chiffres montrent qu'une réduction équivalente des obstacles tarifaires applicables aux échanges Nord-Nord ou Nord-Sud aurait un impact moindre sur les flux d'échanges. Cela donne à penser que la politique commerciale pourrait considérablement stimuler les échanges entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire-supérieur et contribuer ainsi à stimuler le développement économique et à faire reculer la pauvreté. En effet, les simulations de réductions de droits de douane effectuées par l'OCDE à l'aide de modèles donnent à penser que, si l'on se situe dans une optique de développement, la libéralisation des échanges Sud-Sud est au moins aussi importante que l'accès en franchise de droit aux marchés des pays du Nord. Cela semble particulièrement vrai pour les produits agricoles, mais les gains escomptés d'une libéralisation des échanges Sud-Sud pour les produits manufacturés sont eux aussi loin d'être négligeables (tableau 1).

La configuration géographique des courants d'échanges Sud-Sud laisse penser qu'environ la moitié des gains escomptés d'une libéralisation future des droits de douane qui concernent les échanges Sud-Sud serait engrangée par les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire en Asie. De plus, la plupart des gains attendus de la libéralisation des échanges Sud-Sud en Asie seraient réalisés au niveau de la région. Autrement dit, les pays bénéficieraient surtout d'une

libéralisation des échanges avec leurs voisins géographiques. Toutefois, exception notable à cette règle, la Chine devrait, selon les estimations, tirer plus de deux fois les bénéfices de la libéralisation des échanges avec les pays d'Amérique latine, les pays MENA et les pays du sud du Sahara qu'avec d'autres pays asiatiques. La situation se présente sous un jour légèrement différent en Amérique latine et en Afrique subsaharienne où les avantages escomptés au niveau régional représentent respectivement 45 % et 39 % des gains escomptés des échanges Sud-Sud – la quasi-totalité des autres gains pourrait correspondre aux échanges avec les pays asiatiques à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Toutefois, il semble aussi que seule une partie des gains escomptés d'un développement des échanges Sud-Sud pourrait se concrétiser dans le cadre d'accords régionaux, principalement en Asie. De manière plus générale, bon nombre de pays à revenus faible et intermédiaire bénéficient surtout d'une libéralisation des échanges avec des pays à revenu équivalent dans d'autres régions du monde. Ce constat donne à penser que les négociations multilatérales constituent un moyen important de concrétiser les gains escomptés d'un développement des échanges de marchandises Sud-Sud. ■

Quels sont les gains escomptés d'une libéralisation plus poussée des échanges de services Sud-Sud ?

Dans le cas des services, les facteurs qui influent sur les échanges, y compris la politique commerciale, exercent sur les échanges Sud-Sud des effets très voisins de ceux qu'ils exercent sur d'autres formes d'échanges. Mais selon une récente étude de l'OCDE sur le stock d'investissement direct étranger (IDE) dans les services, l'effet de la distance sur les échanges de services Sud-Sud semble beaucoup moins marqué que pour les échanges de marchandises. Cette observation est compatible avec l'idée que les principaux coûts associés aux échanges de services sont des coûts d'information, plutôt que des coûts de transport qui augmentent le coût des échanges de marchandises. Toutefois, l'analyse met aussi en lumière l'importance des obstacles liés aux politiques suivies, et laisse penser que les pays pourraient augmenter leurs échanges de services dans tous les secteurs en assouplissant les restrictions appliquées à l'établissement d'entreprises étrangères.

La libéralisation des services semble aussi avoir un impact positif sur les exportations de marchandises par le biais de la réduction des coûts de transport, de communication et d'infrastructure financière. En outre, les gains de productivité enregistrés dans les activités de service, qui contribuent directement à la production de marchandises, peuvent accroître la compétitivité des entreprises. Dans les pays développés, ces effets sont comparativement moindres, car la part des produits manufacturiers et des produits exportés dans le produit intérieur brut (PIB) tend à diminuer à mesure que les économies se développent.

Tableau 1.

GAINS DE BIEN-ÊTRE ESCOMPTÉS D'UNE ÉLIMINATION, À L'ÉCHELLE MONDIALE, DES DROITS DE DOUANE APPLICABLES AUX ÉCHANGES DE MARCHANDISES (en milliards de dollars des États-Unis)

	Ensemble des secteurs			Secteur manufacturier			Agriculture		
	Libéralisation			Libéralisation			Libéralisation		
	Monde	Nord	Sud	Monde	Nord	Sud	Monde	Nord	Sud
Gains pour :									
Monde	68	29	39	33	9	24	35	21	14
Nord	29	10	19	13	-3	16	16	13	3
Sud	39	20	19	20	12	8	20	8	11

Source : OCDE (2006a).

Dans les pays en développement toutefois, la performance du secteur des services contribue à expliquer pour une part non négligeable la tenue des exportations de marchandises. Les services acquièrent une importance particulièrement grande lorsque les activités manufacturières se déploient à grande échelle et exigent une main-d'œuvre spécialisée, de nombreux intrants intermédiaires et des matières premières provenant de petits fournisseurs géographiquement dispersés.

Il convient de signaler, car cela est significatif, que l'allègement des restrictions sur la performance économique peut être non linéaire et plus que proportionnel à l'importance de la mesure de libéralisation. Cela peut signifier qu'il ne suffira pas de libéraliser modérément pour observer un impact sur la performance économique si la mesure initiale est très restrictive. Les résultats préliminaires donnent à penser que dans le cas de services fermés à la concurrence étrangère, il faut beaucoup plus qu'un effort minimal ou modéré de libéralisation pour déclencher une amélioration de leur performance. Il est nécessaire d'approfondir les recherches afin de déterminer s'il est nécessaire de procéder à des efforts courageux de libéralisation pour enregistrer une amélioration notable des résultats, qui pourrait bénéficier plus particulièrement aux exportations de marchandises des pays moins développés. ■

Les échanges Sud-Sud sont-ils confrontés à des obstacles plus élevés ?

Les échanges de marchandises Sud-Sud sont généralement assujettis à des droits beaucoup plus élevés que les échanges Nord-Sud ou Nord-Nord. Dans l'ensemble, les droits applicables aux échanges Sud-Sud seraient, d'après les estimations, environ trois fois supérieurs à ceux appliqués aux échanges Nord-Nord (tableau 2). Mais les différents droits de douane varient fortement selon les pays du Sud et les pays les plus pauvres sont généralement ceux qui appliquent les droits les plus élevés. Les niveaux de protection sont inversement proportionnels aux niveaux de revenu des exportateurs. Cela signifie que les échanges bilatéraux entre les pays les plus pauvres sont généralement ceux qui se heurtent aux obstacles les plus élevés.

Dans le secteur des services, l'analyse sectorielle montre qu'un nombre élevé de pays en développement continuent à imposer des restrictions à un niveau bien supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE, dans les secteurs bancaire, des assurances, des télécommunications, de la distribution et de l'ingénierie. Les restrictions appliquées aux différents secteurs de services sont mesurées par un indice de restriction des échanges (IRE). Les résultats obtenus avec le calcul de cet indice pour les services bancaires de certains pays (graphique 1) montrent que les pays en développement asiatiques non membres de l'OCDE forment le groupe qui applique le plus de restrictions dans ce secteur, suivis de la Russie et de certains pays arabes. ■

Tableau 2.
DROITS DE DOUANE MOYENS, 2001, PAR GROUPES D'EXPORTATEURS ET D'IMPORTATEURS

Exportateur \ Importateur	Nord	Sud
	Nord	4.4
Sud	5.0	11.1

Source : Dihel, Kowalski et Shepherd (2006), calculés à partir des données sur l'accès au marché MAcMap.

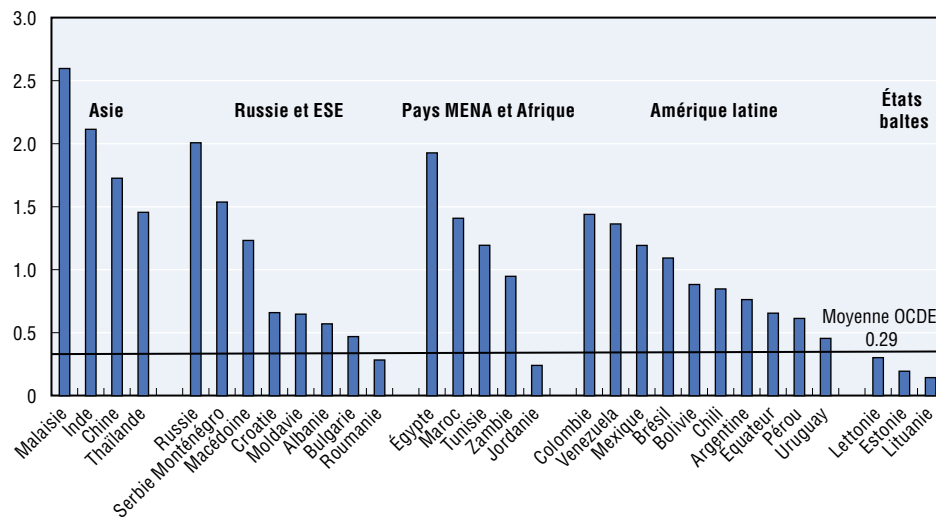
Quelles perspectives pour l'avenir ?

Les enjeux économiques des négociations du Programme de Doha pour le développement (PDD) en cours à l'OMC sont considérables. Le processus d'intégration mondiale est loin d'être achevé et une bonne partie des avantages que peut procurer la spécialisation internationale reste inexploitée. En dépit des progrès considérables accomplis au cours des huit premières séries de négociations commerciales, les travaux de recherche montrent qu'une libéralisation plus poussée, multilatérale, des droits de douane, devrait générer des gains de grande ampleur. Si l'on considère la part des gains escomptés dans le revenu national, on observe que ce sont les pays en développement, en tant que groupe, qui devraient en retirer de plus grands avantages que les pays industrialisés, et ces avantages dépendront, dans une large mesure, du degré d'ouverture des marchés des pays en développement.

Un accord qui déboucherait sur une libéralisation plus poussée des services générerait des avantages supplémentaires non négligeables pour l'ensemble des membres de l'OMC, y compris les pays en développement. En définitive, ce qui est en jeu dans le PDD, c'est de savoir si les gouvernements réussiront à mobiliser la volonté politique nécessaire au service d'une vision commune des moyens de préserver et de renforcer l'environnement commercial fondé sur des règles qui permet de faciliter et d'encourager la croissance, le développement, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des emplois et des conditions sociales et politiques.

L'analyse des récentes tendances d'évolution macroéconomiques et des échanges donne en outre à penser que les enjeux qui vont de pair avec le commerce Sud-Sud ne cessent d'augmenter, parallèlement aux gains qui pourraient découler des réformes des politiques commerciales des pays du Sud. Cela tient au fait que ces pays enregistrent généralement des taux de croissance des revenus supérieurs à ceux des pays développés ainsi qu'une progression plus rapide de leurs échanges de marchandises et de services. Si ces tendances se poursuivent, les avantages attendus des réformes des politiques commerciales continueront à évoluer en faveur des échanges Sud-Sud, ce qui pourrait encourager les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire à participer encore plus activement au système commercial multilatéral. ■

Graphique 1.
INDICE GLOBAL DE
RESTRICTION DES
ÉCHANGES (IRE) –
SECTEUR BANCAIRE



Source : OCDE (2006b).

Pour plus d'informations

Pour toute information complémentaire au sujet des travaux de l'OCDE sur les échanges Sud-Sud, veuillez contacter :

Nora Dihel, tél. : (33) 01 45 24 78 11, e-mail : nora.dihel@oecd.org, ou

Przemyslaw Kowalski, tél. : (33) 01 45 24 17 23, e-mail : przemyslaw.kowalski@oecd.org.

Références

- OCDE (2006), Dihel, N., Kowalski, P., Shepherd, B. (2006), « Échanges Sud-Sud de biens et de services », dans OCDE, **Dynamiser les échanges : Les enjeux du développement dans le système commercial multilatéral**, OCDE, Paris, ISBN 92-64-02560-X, 59 €, 286 p.
- OCDE (2006a), « South-South Trade in Goods », Document de travail interne de l'OCDE, TD/TC(2006)8.
- OCDE (2006b), « Modal Estimates of Services Barriers », Document de travail interne de l'OCDE, TD/TC/WP(2005)36.
- « Le Programme de Doha pour le développement : Quels sont les enjeux pour les entreprises du monde en développement ? » **La revue du Centre du commerce international** – Numéro 2/2003.

Pour obtenir des informations sur les travaux menés par l'OCDE dans le domaine des échanges, voir www.oecd.org/trade.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail :
berlin.contact@oecd.org
Internet : www.oecd.org/deutschland

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail :
mexico.contact@oecd.org
Internet :
www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.